

**Audience publique du 14 janvier 2004**

Recours formé par

Madame ..., épouse ..., ...

contre

une contrainte délivrée par le **bureau de recette des  
contributions d'Esch-sur-Alzette**

en matière d'appel en garantie

-----

Vu la requête, inscrite sous le numéro 16327 du rôle, déposée le 23 avril 2003 au greffe du tribunal administratif par Maître Fernand ENTRINGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., épouse ..., administratrice de société, demeurant à L- ..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une contrainte du 21 mars 2003 délivrée par le préposé du bureau de recette des contributions d'Esch-sur-Alzette du service de recette de l'administration des Contributions directes et lui signifiée le 7 avril 2003;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 23 septembre 2003;

Vu les pièces versées en cause et notamment la contrainte critiquée;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Fernand ENTRINGER et Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 19 novembre 2003.

-----

En date du 7 avril 2003, Madame ..., épouse ..., préqualifiée, s'est vue signifier une contrainte émise le 21 mars 2003 par le préposé du bureau de recette des contributions d'Esch-sur-Alzette, rendue exécutoire le 24 mars 2003 par le délégué du directeur de l'administration des Contributions directes et libellée comme suit :

*« Attendu qu'il résulte de ses livres que la dame ... Dominique, épouse du sieur ..., demeurant à L-4885 Lamadelaine, 3, rue Jean Thill, est en retard de payer la somme de deux cent vingt-cinq mille deux cent quarante-quatre EUR trente-et-un cents suivant détail ci-après*

	<u>Montant</u>	<u>Intérêts</u>
<i>Impôts belges 1991</i>	164.670,78	60.573,53
<i>Intérêts dus</i>	60.573,53	
	<hr/>	
	225.244,31	

*Sans préjudice des intérêts de retard ultérieurs.*

*Ordonne que le débiteur soit contraint au paiement de cette somme conformément aux dispositions de la loi du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions ».*

Par requête déposée le 23 avril 2003, Madame ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de cette contrainte du 21 mars 2003.

Le délégué du Gouvernement soulève le moyen d'incompétence tiré de ce qu'une contrainte rendue exécutoire pour le recouvrement de contributions directes serait la condition de forme d'une voie d'exécution, mais ne constituerait pas une décision susceptible de recours, car elle laisserait entière la compétence du juge de l'exécution des actes de vérifier si la créance qui est la cause de la poursuite est exigible au sens du droit des saisies.

La répartition des compétences entre les juridictions judiciaires et les juridictions administratives s'opère en fonction de l'objet du droit qui engendre une contestation portée devant le juge (cf. trib. adm. 15 décembre 1997, n° 10282 du rôle, Pas. adm. 2003, v° Compétence, n° 16).

La perception de l'impôt se divise en trois phases, à savoir la phase d'assiette, la phase de liquidation de l'impôt et la phase de recouvrement de l'impôt (cf. Jean OLINGER, *Le droit fiscal*, Etudes Fiscales n°s 93-95, p. 63).

Le contentieux fiscal dévolu aux juridictions de l'ordre administratif s'étend à tous les actes relevant de la procédure d'établissement des cotes d'impôt, visant l'établissement de la créance d'impôt redue à l'Etat par le contribuable, mais ne comprend point les actes posés dans le cadre de la phase du recouvrement de l'impôt (cf. trib. adm. 2 avril 2001, n° 12490 du rôle, Pas. adm. 2003, v° Compétence, n° 35).

Or, aux termes de l'article 12 de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau de vie et des cotisations d'assurance sociale, *« l'exécution pour les créances du Trésor prévues par la présente loi sera exercée au moyen d'une contrainte décernée par le receveur et rendue exécutoire par le directeur des contributions ou son délégué. Il sera procédé à la saisie-exécution par un agent des contributions ou un huissier conformément au code de procédure civile. (...) ».*

La contrainte constitue ainsi un acte de recouvrement forcé d'un impôt direct ne comportant aucun élément décisionnel quant à la fixation de la créance d'impôt, de manière qu'elle relève de la compétence des tribunaux judiciaires, lesquels, en tant que juge du contentieux de l'exécution, sont seuls compétents pour connaître des moyens que le contribuable peut faire valoir contre les actes d'exécution et des difficultés d'exécution en ce

qui concerne tant le caractère certain, liquide et exigible de la créance en cause que le respect de la régularité formelle des actes de poursuite.

Cette conclusion n'est pas ébranlée par la circonstance qu'à travers les moyens au fond du recours sous analyse, la demanderesse conteste en substance l'existence d'une dette d'impôt dans son chef, étant donné qu'ils se rapportent à l'acte d'imposition même émis par les autorités belges qui se trouve à la base de la procédure de recouvrement diligentée par l'administration des Contributions directes luxembourgeoise. S'y ajoute que les contestations de la demanderesse quant à l'existence d'une dette d'impôt dans son chef doivent être portées devant les autorités belges compétentes pour connaître d'un recours contre un tel acte d'imposition.

Il s'ensuit que le tribunal administratif est incompétent pour connaître du recours sous analyse.

### **PAR CES MOTIFS**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement,  
se déclare incompétent pour connaître du recours,  
condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 14 janvier 2004 par:

Mme LENERT, premier juge,

M. SCHROEDER, premier juge,

Mme THOMÉ, juge,

en présence de M. SCHMIT, greffier en chef.

SCHMIT

LENERT